



## Conseil d'Administration de l'UNSS du 16 décembre 2025

### Déclaration liminaire du SNEP-FSU, Benoit HUBERT

À l'occasion de ce CA de l'UNSS nous souhaitons revenir quelques instants sur la convention citoyenne sur les temps de l'enfant en ce qu'elle est révélatrice d'une vision dépassée des apports de la pratique physique et sportive et de la persistance d'un dualisme cartésien qui ne devrait plus être de mise dans notre système de pensée et dans notre système éducatif. Séparer arbitrairement des enseignements théoriques et des enseignements dits pratiques est un non-sens et le renvoi des pratiques sportives l'après-midi une ignorance totale des conditions de cette pratique, des impacts immenses en termes de développement des inégalités (qui amène d'ailleurs les Landers allemands à abandonner ce système). Pour une convention dont un des objectifs était de lutter contre les inégalités, elle passe complètement à côté en les renforçant faute d'avoir travaillé en profondeur et de s'être reposée sur des représentations faussées. Il est plus que surprenant à cet effet de voir une tribune du CNOSF réclamant la fin des cours à 16h, signée par notre directeur national alors qu'il sait très bien tout ce que cela générera tant pour les enseignements de l'EPS que pour le sport scolaire ainsi que pour les jeunes discriminés socialement et territorialement sauf à considérer des externalisations dans le cadre d'activités périscolaires. Tout cela n'est pas sérieux quand on devrait agir beaucoup plus pour le développement du sport scolaire au sein des AS et de l'UNSS en levant tous les freins qui à ce jour restent encore trop nombreux.

Pour n'en citer que quelques-uns sur lesquels nous pourrions agir : certains établissements et notamment des lycées professionnels sont en difficulté pour payer les contrats licences. Certaines AS se sont vu refuser leur affiliation au motif qu'elles ne pouvaient payer la totalité de leur contrat comme c'est arrivé à Grenoble ; les transports sont toujours problématiques. Les tarifs de certains accords transport ont été renégociés à certains endroits, mais dans d'autres ce sont les AS qui doivent supporter les commandes et les factures de bus pour le district voire le département. Au plan financier cela fait des économies, c'est indéniable, mais les responsabilités se déportent sur les AS et exemptent l'UNSS sur qui devrait reposer l'organisation des compétitions. L'accord cadre actuellement en vigueur arrivera à échéance en décembre 2026. Il faut trouver une solution et accepter de déroger aux règles de la commande publique qui n'était par ailleurs qu'une recommandation de la cour des comptes mais pas une totale obligation.

Alors que les bienfaits de la pratique sportive sont vantés et massivement admis (malheureusement pas unanimement comme on a pu le constater), le sport scolaire souffre d'un manque d'appuis pour son développement de la part de notre propre institution. Pour preuve les IMP académiques manquantes pour la coordination des districts ne seront pas réattribuées par le rectorat de Grenoble quand dans le même temps se multiplient les référents de toutes natures avec attribution d'IMP. Le « bricolage » monté en Haute Savoie et en Isère avec des IMP d'établissement, dont ce n'est pas la vocation, ou avec des forfaits AS retirés pour l'animation font la démonstration que le sport scolaire n'est pas une priorité !

Dans certains endroits, l'accès aux équipements sportifs devient de plus en plus souvent payant pour les services UNSS. Dernier exemple en date : la ville de Lorient a décidé, sans concertation préalable, de rendre payant l'accès aux équipements sportifs pour les rencontres UNSS. Toutes les compétitions prévues demain sont annulées. Le SNEP-FSU Bretagne a appelé les collègues à un rassemblement devant la mairie où le coordonnateur de district et le directeur départemental UNSS seront reçus. Une rencontre entre le DASEN et la mairie est prévue en janvier. Mais il aura fallu alerter de la

situation par voie de presse pour que la décision soit temporairement suspendue en attendant de la réunion de janvier qui, nous l'espérons, sera favorable à la reprise des compétitions pour les élèves.

La mise en synergie de tous les acteurs pour permettre de « mettre de l'huile dans les rouages » et trouver les voies et moyens de développer le sport scolaire est un incontournable. Le ministre de l'Éducation nationale qui a entamé des travaux avec les collectivités territoriales doit se saisir de ces questions pour lever les freins qui existent encore çà et là. De la même manière, à l'occasion de la transformation du DNB, des aménagements pour prendre en compte l'investissement des élèves dans le cadre du sport scolaire devraient être construits afin de reconnaître cet engagement dans leur processus de formation.

Par ailleurs, sur le fonctionnement interne, il reste à résoudre des problématiques liées à la temporalité des décisions prises. La réorganisation de la DN en 3 pôles ne se sent pas vraiment sur le terrain car les mêmes problématiques que la saison précédente sont venues percuter les organisations : les fiches sports et artistiques, par exemple, sont arrivées tardivement et même alors que les compétitions avaient déjà commencé (par ex. badminton). Les contenus ne sont pas harmonisés avec des exigences de certaines CMN qui vont au-delà du règlement fédéral (par ex. exclusion de certaines années de naissance, tenues sportives) ...

Pour ce qui concerne directement notre ordre du jour, mais nous y reviendrons à l'occasion des échanges sur les différents points :

- le rapport général semble largement incomplet avec des données qui ne sont pas en concordance avec celles de l'UNSS en chiffres ;
- le résultat de l'exercice financier nous semble suivre une trajectoire intéressante avec en ligne de mire une sortie de crise. Mais nous nous interrogeons sur les efforts réalisés. Ne sont-ils pas principalement le fait des AS avec le 1,2 M€ d'entrées supplémentaires sur les licences/affiliations ?

Dans un pays gangréné par les crises et les incertitudes, nous avons la responsabilité de faire de notre sport scolaire un pôle de stabilité pour le bénéfice de tous et toutes les jeunes sans exclusive et c'est dans cet esprit que nous nous engageons à l'ouverture de ce CA.

#### *Réponses sur la convention citoyenne*

- *Représentant du ministère (pour la DGESCO : J. HUBAC) : Le gouvernement n'a pas fait d'annonce suite aux conclusions de la convention. Il rappelle d'ailleurs l'expérimentation « Cours le matin, sport l'après-midi » et ses maigres résultats. Il souhaite que l'EPS soit à parité d'estime des autres disciplines scolaires.*

- *DN UNSS (JM. SERFATY) : La tribune a été signée par un groupe de travail du CNOSF auquel il participait. La proposition d'écourter la journée scolaire (fin à 16h) permettrait de développer l'emploi sportif dans les clubs et associations dans les territoires.*

*Pour compléter cet article retrouvez les autres documents relatifs à ce CA sur [notre site](#)*